



CONVENTION DE SUBVENTION - Année 2018

SOUTIEN A L'ACCUEIL ET L'INSERTION D'ETUDIANTS REFUGIES

Entre les soussignées

L'Agence universitaire de la Francophonie, opérateur de la Francophonie institutionnelle constitué en personne morale en vertu de la *Loi concernant l'Agence universitaire de la Francophonie* (L.R.Q., chapitre A-7.2), sise au 3034 boulevard Édouard Montpetit, Montréal (Québec) H3T 1J7, Canada, représentée par son Recteur, Monsieur Jean-Paul de GAUDEMAR,

ci-après dénommée « AUF », d'une part

et

L'Université Lumière Lyon 2, sise 86 rue Pasteur à 69365 Lyon (France) et représentée par sa Présidente Madame Nathalie DOMPNIER, assistée de Madame Manda GREEN, Directrice du Centre International d'Études Française,

ci-après dénommée « l'établissement », d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Dans le cadre de son projet « Soutien à l'accueil et l'insertion d'étudiants réfugiés », l'AUF, opérant pour les partenaires de ce projet (l'Association des Directeurs des Centres Universitaires d'Études Françaises pour Étrangers, Bouygues Construction, la Fondation l'Oréal, la Fondation Total, la Mairie de Paris, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Culture, l'Organisation internationale de la Francophonie), accorde à l'établissement une subvention de **9 000 Euros** (neuf mille euros).

Cette subvention est destinée à soutenir le projet « **Restructuration et extension de l'accueil d'étudiant.es en exil, formation préparatoire en FLE et accompagnement du parcours universitaire** ».

Article 2 – Modalités financières

2.1. La subvention est versée par l'AUF, à réception de la présente convention dûment signée par l'établissement.

2.2. L'établissement s'engage à transmettre à l'AUF un rapport sur l'activité subventionnée, incluant des indicateurs sur le parcours des étudiants soutenus et le bilan financier des dépenses effectuées dans le cadre du projet, au plus tard un mois après la date d'expiration de ladite convention.

Les sommes non dépensées devront être reversées à l'AUF dans un délai d'un mois à compter de la remise

du rapport d'activité.

2.4. Le versement est effectué par virement bancaire, sur le compte de l'Agent comptable de l'établissement dont le RIB est joint à la présente convention.

2.5. L'AUF et l'établissement conviennent que la subvention de l'AUF, objet de la présente convention, est versée au bénéfice exclusif de l'établissement. En conséquence, ce dernier s'interdit d'en faire cession à tout tiers, sauf autorisation préalable notifiée par écrit par le Recteur de l'AUF.

Advenant le cas où l'établissement passe outre cette interdiction, la présente convention est annulée de plein droit sans qu'il puisse prétendre à un quelconque dédommagement et la subvention devra être intégralement reversée à l'AUF.

2.6. L'établissement garantit que ses fonds propres et les fonds investis dans le projet ne sont pas d'origine illicite au regard de son droit national et n'ont notamment pas été obtenus par le biais d'une fraude ou d'un acte de corruption, sans que cette liste soit limitative. L'établissement garantit que le projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats) ne donne lieu à aucun acte de fraude ou de corruption. La violation de ces engagements constitue des cas de défaut pouvant entraîner la résiliation de la présente convention et se traduire par l'annulation de la fraction du financement affectée aux biens, travaux ou services qui n'ont pas été acquis conformément à ces dispositions ou par une demande de remboursement de tout ou partie des fonds versés par l'AUF.

Article 3 – Cotisations dues à l'AUF

Conformément à l'article 5 du règlement financier de l'AUF, l'établissement s'engage à être à jour de paiement de sa cotisation à l'AUF. Le respect de ce principe s'applique au moment de la signature et pour toute la période couverte par la présente convention. À défaut, l'AUF se réserve la possibilité de suspendre tout ou partie des versements de la subvention, de réviser le montant de la subvention ou de résilier unilatéralement la présente convention.

Article 4 – Visibilité et droits de publication

4.1. La visibilité de la contribution de l'AUF et de ses partenaires est assurée par la mention de cette participation et l'impression du logo de l'AUF sur tous les supports de communication pour ce projet, y compris sur le site Internet de l'établissement, ainsi que sur tous les documents officiels diffusés dans le cadre du projet. Aucune modification ne pourra être apportée aux proportions et couleurs du logo de l'AUF de quelque façon que ce soit, ni aucune suppression, déformation ou transformation d'une ou plusieurs parties de ce logo.

4.2. L'AUF se réserve le droit de valoriser ce partenariat dans toutes ses actions de communication (actualités en ligne, articles, dossiers de presse, rapports d'activité, etc.).

Article 5 – Responsabilité

5.1. L'établissement est maître d'œuvre de ce projet. Il en a la responsabilité morale, technique et financière. L'AUF ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des problèmes qui peuvent surgir lors de sa réalisation.

5.2. L'organisation de cette action étant entièrement assumée par l'établissement, celui-ci s'engage à prendre toutes les garanties nécessaires en termes d'assurance et de responsabilité.

5.3. L'AUF ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des accidents ou dommages causés au titre des actions à la réalisation desquelles elle apporte un concours financier.

Article 6 – Entrée en vigueur et durée de validité

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et expire **le 31 octobre 2019**, période durant laquelle l'établissement s'engage à mener à bien le projet cité à l'article 1 de la

présente convention.

Article 7 – Modification

Les clauses de la présente convention peuvent être modifiées par voie d'avenant.

Article 8 – Loi applicable

Le présent accord doit être interprété conformément aux lois applicables au Québec, lieu où l'AUF a son siège social.

Article 9 – Règlement des différends

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable par voie de conciliation directe, y compris par le biais d'une médiation, dans un délai de 30 jours.

En cas de désaccord persistant au terme de ce délai, tout différend relatif à la présente convention ou découlant de celle-ci ou d'une question légale liée aux présentes dispositions est porté, à l'exclusion des tribunaux, devant un comité arbitral composé de trois membres : le premier désigné par le recteur de l'AUF, le deuxième désigné par le président de l'établissement et le troisième, qui préside le comité, désigné d'un commun accord par les parties. Ce dernier ne peut être ou avoir été un salarié de l'AUF ou de l'Établissement.

L'arbitrage se tient à Montréal, Québec, et se déroule en français. La sentence arbitrale est finale, exécutoire et sans appel et lie les parties.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Paris, le

Pour l'AUF

À Lyon,

Pour l'Université Lumière Lyon 2

Le Recteur
Jean-Paul de Gaudemar

La Présidente
Nathalie Dompnier